F

联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura | منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة

CONSEIL

Cent soixante-dix-neuvième session

Rome, 1-5 décembre 2025

Nomination du président et des présidents suppléants du Comité de recours

Résumé

Conformément à l'article 301.11.1 du Statut du personnel, le Conseil est invité à nommer un président et deux présidents suppléants du Comité de recours.

Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à reconduire Mme Daniela Rotondaro, Ambassadrice et Représentante permanente de la République de Saint-Marin auprès de la FAO, dans ses fonctions de présidente du Comité de recours, et à nommer Mme Anne Marie Eastwood, Ambassadrice et Représentante permanente de la Principauté de Monaco auprès de la FAO, et Mme Olga María Pérez Tuna, Ambassadrice et Représentante permanente de la République du Guatemala auprès de la FAO, présidentes suppléantes, pour des mandats de deux ans, avec effet immédiat.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Mme Donata Rugarabamu
Sous-Directrice générale/Conseillère juridique
Courriel: Donata.Rugarabamu@fao.org

I. Procédure de recours

1. L'article 301.11.1 du Statut du personnel dispose ce qui suit:

> «**301.11.1** Le Directeur général institue dans l'Organisation un comité chargé de lui donner des avis sur tout recours formé à titre individuel par un fonctionnaire pour contester une mesure disciplinaire ou une décision administrative que l'intéressé juge en contradiction, soit quant au fond, soit quant à la forme, avec ses conditions d'emploi ou avec les dispositions pertinentes du Statut du personnel, du Règlement du personnel ou des directives administratives. […] Le Comité se compose de deux membres et dix suppléants nommés par le Directeur général, de deux membres et dix suppléants élus par l'ensemble du personnel et d'un président indépendant désigné par le Conseil. Le Conseil désigne en outre deux présidents suppléants, chargés d'assurer la présidence en cas d'empêchement du Président; si le Président et les présidents suppléants sont tous empêchés, les membres du Comité présents peuvent désigner pour la circonstance un président, qui ne doit pas être membre du personnel.»

2. Conformément à l'article 301.11.1 du Statut du personnel et à la procédure de recours prévue à la section 331 du Manuel de la FAO, en vigueur à compter du 18 septembre 2023, le Conseil nomme le président et les présidents suppléants du Comité de recours, dont le mandat est de deux ans et peut être renouvelé deux fois par le Conseil.

II. Composition actuelle

3. Actuellement, la présidence du Comité de recours est assurée par les personnes suivantes, nommées par le Conseil:

> **Présidente**: Mme Daniela Rotondaro, Ambassadrice et Représentante permanente de la République de Saint-Marin auprès de la FAO[1].
>
> **Président suppléant**: M. Khalid Mehboob, Représentant permanent suppléant de la République islamique du Pakistan auprès de la FAO[2].
>
> **Président suppléant**: M. Purna Cita Nugraha, Représentant permanent suppléant de la République d'Indonésie auprès de la FAO[3].

4. Cependant, M. Nugraha et M. Mehboob ont informé le Directeur général qu'ils ne seraient plus disponibles pour exercer leurs fonctions de présidents suppléants du Comité de recours.

III. Nominations proposées

5. Notant que la procédure de recours prévoit que le président et les présidents suppléants du Comité de recours ont un mandat de deux ans, renouvelable deux fois, le Conseil est invité à:

6. reconduire Mme Daniela Rotondaro, Ambassadrice et Représentante permanente de la République de Saint-Marin auprès de la FAO, dans ses fonctions de présidente du Comité de recours, pour un mandat de deux ans;

7. nommer Mme Anne Marie Eastwood, Ambassadrice et Représentante permanente de la Principauté de Monaco auprès de la FAO, présidente suppléante du Comité de recours, pour un mandat de deux ans;

8. nommer Mme Olga María Pérez Tuna, Ambassadrice et Représentante permanente de la République du Guatemala auprès de la FAO, présidente suppléante du Comité de recours, pour un mandat de deux ans.

9. On trouvera aux **annexes 1** et **2** au présent document les curriculum vitæ des candidates proposées.

---

[1] Nommée par le Conseil à sa 174e session, en décembre 2023.
[2] Nommé par le Conseil à sa 174e session, en décembre 2023.
[3] Nommé par le Conseil à sa 175e session, en juin 2024.

Annexe 1

GUATEMALA

Nom: **OLGA MARÍA PÉREZ TUNA**

Fonctions/activités actuelles:

1. Ministère des affaires étrangères – Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'ambassade du Guatemala auprès de la République italienne, depuis le 6 février 2023.
2. Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'ambassade du Guatemala auprès de la République italienne, également accréditée auprès de la République de Saint-Marin, depuis le 4 septembre 2023.
3. Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'ambassade du Guatemala auprès de la République italienne, également accréditée auprès de la République de Serbie, depuis le 8 juillet 2023.
4. Ministère des affaires étrangères – Représentante permanente de la République du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), depuis le 12 mai 2023.
5. Ministère des affaires étrangères – Représentante permanente de la République du Guatemala auprès du Programme alimentaire mondial (PAM), depuis juin 2023.
6. Ministère des affaires étrangères – Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Guatemala, également accréditée auprès de la République de Saint-Marin, depuis le 5 septembre 2023.

Principales fonctions ou activités exercées précédemment:

1. Ministère des affaires étrangères – Ministre Conseillère et chargée d'affaires par intérim de l'ambassade du Guatemala à Rome et Représentante permanente adjointe auprès des organisations internationales ayant leur siège à Rome, du 16 mai 2022 au 6 février 2023.
2. Ministère des affaires étrangères – Ministre Conseillère et chef de mission adjointe de l'ambassade du Guatemala auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Représentante permanente suppléante auprès de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation internationale du sucre, d'octobre 2016 au 16 mai 2022. Chargée d'affaires par intérim de novembre 2020 à mai 2021.
3. Ministère des affaires étrangères – Ministre Conseillère de la mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des États américains. Juin 2015 - octobre 2016.
4. Suivi des affaires au sein du système interaméricain des droits de l'homme, en tant que présidente du Conseil permanent, de la Commission sur la sécurité continentale, de la Commission des questions juridiques et politiques et de la Commission générale, entre autres. Présidente de la Commission spéciale sur les questions de migration, 2015.
5. Ministère des affaires étrangères – Conseillère, mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des États américains. 2012 - juin 2015.

6. Suivi des affaires au sein du système interaméricain des droits de l'homme, soutien à la rédaction et à la négociation de la déclaration d'Antigua et de la résolution du Guatemala sur les mécanismes différents de lutte contre le problème mondial de la drogue, et participation à des travaux concernant la Commission des affaires juridiques et politiques, entre autres.

7. Secrétariat général de la présidence de la République du Guatemala – Conseillère juridique, bureau du secrétaire général. 2012.

8. Conseil juridique, rédaction et suivi des injonctions déposées contre des accords gouvernementaux.

9. Ministère de l'intérieur – Conseillère, cabinet ministériel. 2009-2012.

10. Conseils juridiques, stratégiques et opérationnels spécifiques concernant la sécurité dans les contextes régionaux et transnationaux dans lesquels évolue l'État du Guatemala. Liaison pour la coordination avec les entités du système de sécurité nationale et celles qui participent au système de justice pénale de l'État du Guatemala.

11. Ministère de l'intérieur – Coordonnatrice de la coopération et de la mise en œuvre de certains projets, Direction de la planification. 2008: assistance technique pour le financement par des organisations nationales et internationales, ainsi que pour la réalisation de certains projets exigés par les autorités supérieures et ceux qui découlaient d'accords ou de prêts internationaux.

12. Ministère public du Guatemala, département de la coopération internationale et unité de formation – Assistante exécutive II. 2005-2009.

13. Université Galileo, professeure adjointe d'introduction au droit, programme de graphisme. 2009-2010.

14. Université Rafael Landívar, assistante d'enseignement, droit pénal. 2003 et 2004.

Annexe 2

PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Nom: **ANNE MARIE EASTWOOD**

Fonctions/activités actuelles:

Depuis 2024	Ambassadrice non résidente de la Principauté de Monaco auprès de la République de Croatie, de la République de Malte, de la République de Roumanie et de la République de Saint-Marin
Depuis 2023	Représentante permanente de la Principauté de Monaco auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (FAO et PAM)
	Ambassadrice non résidente de la Principauté de Monaco auprès de la République de Slovénie
	Représentante de la Principauté de Monaco auprès de l'ICCROM
Depuis 2022	Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la Principauté de Monaco auprès de l'Italie

Principales fonctions/activités exercées précédemment:

2014-2022	Haute-Commissaire à la protection des droits et libertés et à la médiation (Médiatrice), Monaco
2013-2014	Conseillère spéciale du ministre d'État de la Principauté de Monaco, Monaco
2010-2011	Directrice générale du ministère des affaires sociales et de la santé, Monaco
2007-2010	Chef de cabinet du Président du Parlement de Monaco, Monaco
2003-2007	Responsable des affaires juridiques du Parlement de Monaco, Monaco
1996-2003	Avocate au barreau de Paris, collaboratrice juridique au cabinet Hogan Lovells à Paris, collaboratrice juridique au cabinet Siméon & Associés à Paris (France)

Autre expérience professionnelle:

1995	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Genève (Suisse). Stagiaire au sein du programme de collecte de fonds (collecte de fonds dans le secteur privé)